

Communiqué de presse

Jeudi 22 juin 2023

Embargo jusqu'au 22 juin 2023 à 13h00

L'avenir de la neutralité suisse dans un monde polarisé

Le septième Private Banking Day, organisé aujourd'hui à Bâle par l'ABPS et l'ABG, était centré sur la neutralité suisse dans un monde polarisé. Des représentants renommés de la politique, de la science et de l'économie ont débattu de l'avenir de la neutralité en tant que pilier important de la politique étrangère et de sécurité. Ils ont notamment discuté de la manière dont notre pays doit se positionner dans un monde de plus en plus divisé sur le plan militaire et économique et de la question de la pérennité du libre-échange mondial.

Philipp Rickenbacher, Président de l'ABG et CEO de Julius Baer, a évoqué en raison de l'actualité les conséquences du rachat de Credit Suisse par UBS. Il s'est félicité que la Suisse avec la solution trouvée ait « *par ses propres moyens assuré la stabilité et empêché l'émergence d'une crise financière internationale* ». En même temps, il s'est exprimé en faveur d'une analyse ouverte des événements et a souligné que d'éventuelles nouvelles réglementations devaient se concentrer sur les banques d'importance systémique. Quant à la mise en œuvre des sanctions contre la Russie, il a souligné que « *les banques suisses les appliquent de manière stricte et exemplaire* ». En revanche, il voit de grands défis dans la gestion des différences et des contradictions des régimes de sanctions de l'Occident. « *La Suisse ne doit donc pas hésiter à s'engager activement pour que les sanctions soient mieux coordonnées au niveau international, du moins entre Etats qui partagent les mêmes valeurs, et qu'elles soient développées sur la base de l'Etat de droit* », a-t-il demandé.

Sigmar Gabriel, ancien vice-chancelier et ministre des affaires étrangères allemand, a mis en avant dans son discours son appréciation des développements géopolitiques actuels. Il est arrivé à la conclusion que « *la guerre en Ukraine a uni l'Occident, mais divisé le monde* ». Dans ce contexte, il a souligné que le système financier mondial était de plus en plus utilisé, par le biais de sanctions, comme un moyen d'imposer des intérêts de politique étrangère, ce qui pourrait mettre en péril le libre-échange mondial.

Dans le cadre d'un panel de haut niveau, Simon Evenett, professeur de commerce international et de développement économique à l'Université de Saint-Gall, Jean-Marc Rickli, directeur des risques globaux et émergents au Centre de politique de sécurité de Genève, Monika Rühl, présidente de la direction d'économiesuisse, Elisabeth Schneider-Schneiter, présidente de la chambre de commerce des deux Bâle et Conseillère nationale du Centre, ainsi que Hans-Ueli Vogt, membre du comité de l'initiative sur la neutralité et ancien Conseiller national UDC, ont discuté des répercussions sur la place économique et la politique de neutralité. L'échange a clairement montré que la situation géopolitique actuelle place la Suisse devant de grands défis en matière de politique économique, de sécurité et de neutralité.

Dans son exposé, la Conseillère fédérale et Ministre des Finances Karin Keller-Sutter s'est exprimée sur les conséquences des évolutions globales pour la place financière suisse et sa compétitivité : « *Pour maintenir la compétitivité de la place financière suisse, le secteur bancaire doit remplir trois tâches essentielles : anticiper les tendances internationales, garantir la stabilité financière et intégrer les innovations numériques dans le secteur financier* ».

Dans son discours de clôture, Grégoire Bordier, Président de l'ABPS et Associé indéfiniment responsable de Bordier & Cie SCmA, a rappelé que la neutralité de la Suisse se situe entre la politique et l'économie. Il a éclairé ces deux aspects individuellement avant d'aborder leur lien: les sanctions économiques. « *La Suisse devrait développer une stratégie de sanctions autonome et être intégrée dès le premier jour dans la coordination internationale. A cette fin, l'organisation et les ressources du SECO doivent être renforcées. On peut même imaginer créer une instance suisse similaire à l'OFAC américaine* ».

Informations complémentaires :

Jan Langlo, directeur de l'ABPS

langlo@abps.ch +41 22 807 08 00

Pascal Gentinetta, directeur exécutif de l'ABG

pascal.gentinetta@juliusbaer.com +41 79 202 48 65